



Après le Code du travail, Macron attaque les systèmes de protection sociale

Par [Francis Dubois](#)

Mondialisation.ca, 06 septembre 2017

WSWS.org

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Loi et Justice](#)

Trois jours avant sa présentation des ordonnances de destruction du code du travail, le 31 août, le premier ministre Edouard Philippe a annoncé une série de mesures visant à compléter sa casse de ce qui reste du « modèle social français ». Sous le prétexte cousu de fil blanc de « moderniser » les systèmes de protection sociale, il met en œuvre la démolition de tout ce que la classe ouvrière a acquis dans ses luttes au cours du 20^e siècle.

Ces mesures doivent « remettre à plat », en fait liquider dans leur forme actuelle les principaux systèmes d'assurance sociale et d'aides dont bénéficient encore les travailleurs. « Ce n'est que le début », avait déclaré Edouard Philippe en présentant ses ordonnances sur le Code du travail.

Encouragé par l'appui des syndicats à ses ordonnances mais aussi pressé par une impopularité qui grandit de jour en jour, le gouvernement veut dès le mois de septembre s'attaquer à l'assurance chômage, à la formation professionnelle, au logement, à la santé, avant de s'attaquer aux retraites. La liste n'est pas exhaustive, le Médef ayant déjà signalé vouloir casser le smic (salaire minimum). La « méthode », déjà employée pour le code du travail, reste la même : étroite collaboration avec les syndicats.

Sous le prétexte bidon d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés, le gouvernement veut supprimer les cotisations chômage et les remplacer par une augmentation moindre de la CSG, c'est à dire un financement par l'impôt. Le but à terme est de quitter le système de l'assurance et d'exonérer le patronat.

Le tout sera assorti de contrôles des chômeurs que le gouvernement veut « drastiques ». Ceux-ci perdront leurs indemnités s'ils refusent un emploi, devront accepter des emplois toujours plus précaires et mal payés. En fait une remise en cause fondamentale du droit à l'indemnisation.

C'est aussi une manière d'imposer un secteur de travail à bas salaires, comme en Allemagne avec les lois Harz, qui fragilisera l'ensemble des salaires et créera une masse de « pauvres travaillant ».

La « philosophie » derrière cette mesure est que le travailleur est « responsable » de trouver un emploi, (et donc de son chômage) et que s'il n'en trouve pas, c'est qu'il ne cherche pas.

Le modèle rappelle, selon le journal *Marianne*, « le système anglais et ses « Job centre »

[mis en place sous Margaret Thatcher] où le chômeur n'a d'autre choix que d'accepter ce qu'on lui propose, quel que soit le niveau de salaire, de qualification ou la situation géographique du poste, au risque de perdre immédiatement ses indemnités. »

La formation professionnelle est traitée de la même manière. Le financement paritaire doit là aussi être remplacé et les ressources contrôlées directement par l'État. Selon le *Monde* une commission veillera à assurer un « retour sur investissement des fonds de la formation professionnelle. ». On retrouve là aussi le « life long learning » (apprendre toute la vie) instauré en Angleterre.

Sous prétexte de faire revenir les chômeurs dans des emplois, il n'y a plus de formation stable et complète pour des emplois décents mais des bouts de formation en permanence, bons pour des emplois précaires dans des secteurs sans rapport, selon les besoins immédiats des entreprises.

Le gouvernement a aussi annoncé dans la même optique draconienne une « remise à plat » des retraites pour le début de 2018. Il s'agirait, sous le faux prétexte de « simplifier » et de « démocratiser », de fusionner 37 régimes de retraites en un seul, afin que tous les Français disposent des mêmes droits à la retraite « quels que soient leurs statuts et parcours professionnels ».

Si là encore on jette un coup d'œil outre-manche on comprend ce que le gouvernement a en tête. Tout le monde touche la même faible pension, et ceux qui veulent plus doivent souscrire aux retraites privées vendues par les fonds d'investissement et les compagnies d'assurance.

Le système de santé est lui aussi dans la ligne de mire. La semaine dernière, le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire a annoncé une série de privatisations, des mesures qui auront pour effet de soumettre au profit, de désorganiser et de déréglementer des secteurs économiques ou sociaux avec des conséquences désastreuses pour la population quand elles concerne l'alimentation en eau par exemple ou les transports.

Malgré le jargon modernisant dont le gouvernement se sert pour définir ses projets, sa politique est claire : il s'agit d'une destruction des acquis sociaux de la classe ouvrière au profit des super riches. Une politique bien illustrée par la réforme de l'ISF (Impôt sur la Fortune). Ce projet « devrait réduire de trois quarts les recettes de l'impôt de solidarité sur la fortune. Un cadeau qui profitera surtout aux plus fortunés des fortunés, » déclare *Le Monde*.

La politique de Macron est fondamentalement illégitime et anti-démocratique. Il a combiné sa destruction du Code du travail avec le Medef et les syndicats et l'a imposée, bien que près de deux tiers des Français soient contre, grâce à des ordonnances écartant le parlement.

Pour imposer cette politique de destruction sociale, l'oligarchie financière a besoin d'une répression permanente et généralisée de la population. C'est pourquoi l'autre priorité du gouvernement est une « deuxième session parlementaire d'urgence » le 25 septembre pour une nouvelle « loi anti terreur », c'est à dire la transposition de l'Etat d'urgence dans le droit commun.

L'état d'urgence mis en place par le gouvernement PS de François Hollande, prolongé par

Macron jusqu'à ce que sa nouvelle loi entre en vigueur, est avant tout dirigé contre la classe ouvrière. Son utilité s'est révélée pleinement lors de la répression des manifestation anti-loi travail en juillet 2016. Les principales cibles de l'état d'urgence sont les droits démocratiques fondamentaux de la classe ouvrière, des droits acquis et défendus au cours de longues luttes y compris celle sanglante contre l'occupation nazie et le régime collaborateur de Vichy.

Il est aussi à présent avéré que les attentats terroristes commis en Europe ces deux dernières années l'ont été par des réseaux de combattants islamistes mobilisés par les renseignements occidentaux dans leur guerre pour renverser le régime syrien de Bachar el-Assad. Ceux-ci se déplaçaient sous la protection des services de renseignement. Il est établi entre autre que l'État belge avait une connaissance préalable des attentats de Bruxelles en mars 2016 et savait où trouver ses auteurs.

Tout comme Trump représente les intérêts de l'oligarchie financière américaine, Macron veut imposer ceux de l'aristocratie financière française contre les travailleurs. La similarité des slogans n'est pas un hasard. Là où Trump parle de « rendre sa grandeur à l'Amérique » (Make America great again), le gouvernement Macron dit « la France est de retour » ou qu'il faut « rendre la France plus forte ».

Francis Dubois

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Francis Dubois, wsws.org, 2017

Articles Par : Francis Dubois

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca